



## PRÉFECTURE DES YVELINES

ARRETE n° 08-~~126~~6/DDD

DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE  
Bureau de l'environnement  
Mission interservices de l'eau

LA PRÉFÊTE DES YVELINES,  
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

Autorisation, au titre de l'article L.214-3 du code de l'environnement,  
du système d'assainissement de la commune d'Aubergenville

Vu le code de l'environnement,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la santé publique,

Vu l'arrêté ministériel du 22 juin 2007, relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement, ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité et aux dispositifs d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique supérieure à 1,2 kg/j de DBO<sub>5</sub>,

Vu l'arrêté n°96-1868 du 20 septembre 1996 du préfet de la région Ile-de-France approuvant le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin Seine-Normandie, modifié le 19 octobre 2000 et le 21 février 2003,

Vu l'arrêté du préfet coordonnateur de bassin du 23 décembre 2005 portant révision des zones sensibles à l'eutrophisation dans le bassin Seine-Normandie,

Vu l'arrêté préfectoral du 15 mai 2007 mettant en demeure la ville d'Aubergenville de traiter le phosphore sur sa station d'épuration,

Vu la demande d'autorisation complète et régulière déposée, au titre de l'article L.214-3 du code de l'environnement, par la commune d'Aubergenville représentée par son maire, reçue et enregistrée par le guichet unique de l'eau le 3 octobre 2007 sous le numéro 78-2007-00061 et relative à la rénovation et l'extension de la station d'épuration d'Aubergenville,

Vu l'arrêté préfectoral en date du 11 février 2008 portant ouverture d'une enquête publique du mardi 25 mars au samedi 26 avril 2008 inclus,

Vu l'avis de la commune d'Epône en date du 14 avril 2008,

Vu les avis de la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales des Yvelines en date du 17 décembre 2007 et 28 juillet 2008,

.../...

Vu l'avis de la Direction Départementale de l'Équipement et de l'Agriculture des Yvelines en date du 4 janvier 2008,

Vu l'avis du gestionnaire du domaine public fluvial en date du 28 novembre 2007,

Vu le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur en date du 7 juin 2008,

Vu le rapport rédigé par le Service de Navigation de la Seine en date du 10 septembre 2008,

Vu l'avis favorable émis par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques en sa séance du 6 octobre 2008,

Vu l'absence d'observations du pétitionnaire dans le délai réglementairement imparti sur le projet d'arrêté qui lui a été soumis par courrier en date du 8 octobre 2008,

Considérant que l'opération projetée est compatible avec le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin Seine-Normandie,

Considérant que les intérêts mentionnés à l'article L.211-1 du code de l'environnement sont garantis par les prescriptions imposées ci-après,

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Yvelines,

## ARRETE

### Article 1 : Objet de l'autorisation

#### 1.1 Bénéficiaire de l'autorisation

En application de l'article L.214-3 du code de l'environnement, la commune d'Aubergenville, identifiée comme le maître d'ouvrage et ci-après dénommé « le bénéficiaire de l'autorisation », est autorisée à :

- exploiter le système d'assainissement constitué du système de collecte d'Aubergenville et du système de traitement (station d'épuration) situé sur la parcelle cadastrée n°6 section AC à Aubergenville,
- réaliser les travaux prévus par le dossier de demande d'autorisation,

dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur et conformément aux éléments techniques figurant dans le dossier de demande d'autorisation et les pièces annexes, en tout ce qui n'est pas contraire aux dispositions du présent arrêté.

.../...

## 1.2 Champ d'application de l'arrêté

L'ensemble des opérations prévues par le dossier de demande d'autorisation relève des rubriques suivantes concernant les opérations soumises à déclaration ou autorisation en application de l'article R.214-1 du code de l'environnement :

Rubrique de la nomenclature	Nature et volume des activités	Quantités mises en jeu	Régime
2.1.1.0	Stations d'épuration des agglomérations d'assainissement ou dispositifs d'assainissement non collectif devant traiter une charge brute de pollution organique au sens de l'article R.2224-6 du code général des collectivités territoriales : 1°) Supérieure à 600 kg de DBO <sub>5</sub>	1030 kg de DBO <sub>5</sub> par jour	autorisation
2.1.2.0	Déversoirs d'orage situés sur un système de collecte des eaux usées destiné à collecter un flux polluant journalier : 1°) Supérieur à 600 kg de DBO <sub>5</sub>	-	autorisation
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 2°) Supérieure ou égale à 20 ha	-	autorisation
3.2.2.0	Installations, ouvrages, remblais dans le lit majeur d'un cours d'eau : 1°) Surface soustraite supérieure ou égale à 400 m <sup>2</sup> et inférieure à 10000 m <sup>2</sup>	1000 m <sup>2</sup>	déclaration

### Titre 1 : Système de collecte

#### Article 2 : Prescriptions générales imposées au système de collecte des eaux usées

##### 2.1. Zone de collecte

La zone de collecte des effluents est constitué du réseau de collecte d'Aubergenville, auquel sont raccordés les réseaux d'une partie du quartier d'Elisabethville sur la commune d'Epône et le réseau du centre commercial situé sur la commune de Flins-sur-Seine.

Le réseau de collecte d'Aubergenville est majoritairement unitaire. Les quartiers au nord-ouest d'Aubergenville et ouest du quartier d'Elisabethville sont toutefois équipés de réseaux séparatifs.

.../...

## 2.2. Prescriptions générales

Le bénéficiaire de l'autorisation devra prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de son système de collecte afin d'éviter le rejet d'eaux brutes au milieu naturel.

Le règlement d'assainissement du bénéficiaire de l'autorisation doit être compatible avec les règlements d'assainissement des autres maîtres d'ouvrages raccordés au système d'assainissement. Dans le cas contraire, les règlements d'assainissement seront harmonisés dans un délai de vingt-quatre mois à compter de la date de signature du présent arrêté.

Le bénéficiaire de l'autorisation réalise et tient à la disposition des personnes mandatées pour le contrôle un ou plusieurs plans d'ensemble du système de collecte. Sur ces documents figurent :

- l'ossature générale du réseau,
- les secteurs de collecte,
- les ouvrages de sur-verse,
- les postes de refoulement,
- les postes de relèvement,
- les ouvrages de stockage,
- les vannes manuelles et automatiques,
- les postes de mesure.

Ces plans doivent être mis à jour à chaque modification et datés.

Il est interdit d'introduire dans les ouvrages de collecte :

- a) directement ou par l'intermédiaire de canalisations d'immeubles, toute matière solide, liquide ou gazeuse susceptible d'être la cause, soit d'un danger pour le personnel d'autorisation ou pour les habitants des immeubles raccordés au réseau de collecte, soit d'une dégradation des ouvrages d'assainissement et de traitement, soit d'une gêne dans leur fonctionnement,
- b) des déchets solides, y compris après broyage,
- c) des eaux de source ou des eaux souterraines, y compris lorsqu'elles ont été utilisées dans des installations de traitement thermique ou des installations de climatisation,
- d) des eaux de vidange des bassins de natation.

Toutefois, la commune agissant en application de l'article L.1331-10 du code de la santé publique peut déroger aux c) et d) de l'alinéa précédent à condition que les caractéristiques des ouvrages de collecte et de traitement le permettent et que les déversements soient sans influence sur la qualité du milieu récepteur final.

## 2.3 Lutte contre les eaux claires parasites

Le bénéficiaire de l'autorisation doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour limiter l'introduction d'eaux claires parasites dans le réseau de collecte et, si possible, supprimer ces apports.

## 2.4 Lutte contre le ruissellement

Dans la mesure du possible, les eaux pluviales des nouvelles zones imperméabilisées ou réaménagées devront faire l'objet d'une infiltration à la parcelle.

.../...

Si l'infiltration de ces eaux se révélait techniquement impossible, elles doivent être rejetées directement dans le milieu naturel ou par l'intermédiaire d'un réseau pluvial strict.

Dans le cas où ces eaux devraient rejoindre un réseau unitaire, le débit induit par le ruissellement ne devra pas remettre en question le dimensionnement du réseau. En tout état de cause, ce débit devra être limité au débit de ruissellement du terrain naturel avant imperméabilisation.

### Article 3 : Prescriptions techniques particulières aux ouvrages du système de collecte

#### 3.1 Caractéristiques des ouvrages de décharge

Chaque ouvrage de déversement devra être précisément localisé dans le manuel d'auto-surveillance :

Nom de l'ouvrage	Coordonnées du point de rejet Lambert II étendu	Milieu récepteur	Nombre de déversements annuels autorisés	Caractéristiques
DO2, avenue Charles de Gaulle à Aubergenville	X=564 250.99	la Seine	6	déversoir situé sur un collecteur de diamètre 1000; sur-verse dans le collecteur pluvial de diamètre 2800 de la rue du Clos de la Reine
	Y=140 177.84			
DO3, avenue de l'Union à Aubergenville	X=564 403.03	la Seine	6	Sur-verse dans le collecteur pluvial de diamètre 2800 du chemin de la Procession
	Y=140 943.72			

#### 3.2 Prescriptions

Les ouvrages de décharge du réseau unitaire ne doivent pas présenter d'écoulements par temps sec.

Tant que le débit de référence du système d'assainissement n'est pas atteint, les ouvrages de décharge du réseau ne doivent pas présenter d'écoulements vers le milieu récepteur.

Le taux de raccordement au réseau est au minimum de 90%.

### Article 4 : Raccordements d'effluents domestiques provenant d'autres réseaux de collecte

Une convention entre les deux parties fixe, entre autres, les caractéristiques hydrauliques et qualitatives du raccordement ainsi que les dispositions qui seront prises pour la surveillance et l'entretien des ouvrages.

Un plan de la zone raccordée mentionnant les principaux ouvrages (canalisations, points de raccordement...) et indiquant les caractéristiques du bassin versant en question (surface, population...) sera annexé à cette convention. Ce plan sera tenu à jour par le propriétaire du réseau raccordé et à ses frais exclusifs.

.../...

Ces actes sont à communiquer à l'administration au fur et à mesure de leur conclusion. Pour les raccordements existants, pour lesquels ces actes n'ont pas été établis, le bénéficiaire de la présente autorisation établira un échéancier de régularisation, associé à la liste des maîtres d'ouvrage concernés, qu'il présentera au service de police de l'eau dans un délai de douze mois suivant la notification du présent arrêté.

#### Article 5 : Raccordements d'effluents non domestiques au réseau

##### 5.1 Prescriptions générales relatives à la collecte d'effluents non domestiques

Les effluents non domestiques collectés ne doivent pas contenir :

- des produits susceptibles de nuire à la santé des personnes appelées à intervenir sur les installations d'assainissement, ou de dégager, directement ou indirectement, après mélange avec d'autres effluents, des gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables,
- des substances nuisant au fonctionnement du système de traitement et à la dévolution des boues produites,
- des matières et produits susceptibles de nuire à la conservation des ouvrages,
- des débits ou des flux risquant d'entraîner un dépassement des volumes et des charges de référence de la station de traitement.

Le bénéficiaire de l'autorisation tient à jour une liste des industriels raccordés au système de collecte, qu'il transmet régulièrement au Service de Navigation de la Seine dans le cadre de la surveillance du réseau de collecte.

##### 5.2 Raccordement d'effluents non domestiques au réseau dont le bénéficiaire de l'autorisation est le maître d'ouvrage

Conformément à l'article 6 de l'arrêté du 22 juin 2007, le bénéficiaire de l'autorisation devra instruire toutes les demandes de déversement d'effluents non domestiques dans son réseau de collecte selon les dispositions de l'article L.1331-10 du code de la santé publique.

Ces effluents ne doivent pas contenir les substances visées par le décret n°2005-378 du 20 avril 2005, ni celles figurant dans la liste ci-dessous dans des concentrations susceptibles de conduire à une concentration dans les boues issues du traitement ou dans le milieu récepteur supérieure à celle fixée réglementairement :

- alachlore,
- diphényléthers bromés,
- C10-13-chloroalcane,
- chlorphéninos,
- chlorpiryfos,
- di(2-éthyl-héxyl)phtalate (DEHP),
- diuron,
- fluoranthène,
- isoproturon,

- nonylphénols,
- octylphénols,
- pentachlorobenzène,
- composés du tributylétain.

L'autorisation de déversement définit les paramètres à mesurer, la fréquence des mesures à réaliser et, si les déversements ont une incidence sur les paramètres DBO<sub>5</sub>, DCO, MES, Ngl, NH<sub>4</sub><sup>+</sup>, Pt et pH, le flux et les concentrations maximales et moyennes annuelles à respecter pour ces paramètres. Ces autorisations doivent être transmises dans un délai d'un mois à compter de la date de délivrance au Service de Navigation de la Seine.

Les autorisations de raccordement présentant un impact notable sur le fonctionnement du système d'assainissement devront être entièrement régularisées avant le 31 décembre 2010, en particulier pour les rejets de plus d'une tonne par jour de DCO et ceux dont la nature des activités exercées est susceptible de conduire à des rejets de substances dangereuses pour le système de traitement.

Le résultat de ces mesures de surveillance doit être régulièrement transmis au bénéficiaire de l'autorisation, qui l'annexera aux documents transmis au Service de Navigation de la Seine, en charge de la police de l'eau, dans les conditions définies par le manuel d'auto-surveillance.

### 5.3 Responsabilité des maîtres d'ouvrage en cas de pollution

Si une ou plusieurs des substances visées au paragraphe 5.2 parviennent à la station d'épuration, entraînant un dépassement de ces concentrations, l'exploitant du réseau de collecte procède immédiatement à des investigations sur le réseau en vue d'en déterminer l'origine. Dès l'identification de l'origine de la pollution, l'autorité qui délivre les autorisations doit prendre toutes les mesures nécessaires pour faire cesser la pollution, sans préjudice des sanctions qui peuvent être prononcées en application des articles L.216-1 et L.216-6 du code de l'environnement et de l'article L.1331-2 du code de la santé publique.

### Article 6 : Contrôle de la qualité de l'exécution des ouvrages de collecte

Le bénéficiaire de l'autorisation vérifie que les ouvrages de collecte ont été réalisés dans les règles de l'art.

Ainsi, les travaux réalisés sur les ouvrages de collecte doivent, avant leur mise en service, faire l'objet d'une procédure de réception prononcée par le maître d'ouvrage. A cet effet, il confie la réalisation d'essais à un opérateur interne ou externe accrédité, indépendant de l'entreprise de travaux.

Cette réception qui vise à s'assurer de la bonne exécution des travaux comprend notamment le contrôle de:

- l'étanchéité,
- la bonne exécution des fouilles et de leur remblaiement,
- l'état des raccordements,
- la qualité des matériaux utilisés,
- l'inspection visuelle ou télévisuelle des ouvrages,
- la production des données de récolement.

...

Le procès-verbal de cette réception est adressé par le maître d'ouvrage, dans un délai d'un mois à compter de sa conclusion, au Service de Navigation de la Seine et à l'Agence de l'Eau Seine-Normandie.

## Titre 2 : Système de traitement

### Article 7 : Implantation de la station d'épuration

L'actuelle station d'épuration est implantée sur la parcelle cadastrée n°6 section AC à Aubergenville. La nouvelle station d'épuration sera implantée sur la même parcelle.

Le rejet des effluents traités se fait dans la Seine.

Les ouvrages de rejet sont caractérisés par les données suivantes:

Commune	Rive	Coordonnées Lambert II étendu	Caractéristiques et type de collecteur
Aubergenville	gauche	X = 563 532	Plaque UO265
		Y= 2 442 993	

### Article 8 : Prescriptions générales assignées au rejet

La température doit être inférieure à 25°C.

Le pH doit être compris entre 6 et 8,5.

La couleur de l'effluent ne doit pas entraîner une modification de couleur du milieu récepteur supérieure à 100mg/Pt/l.

Le rejet ne doit pas contenir de substances quelconques dont l'action ou les réactions, après mélange partiel avec les eaux réceptrices, entraîneraient la destruction du poisson ou nuiraient à sa nutrition, à sa reproduction ou à sa valeur alimentaire, ou présenteraient un caractère létal à l'égard de la faune benthique.

### Article 9 : Débit de référence et situations inhabituelles

Le débit de référence est mesuré en tête de station d'épuration. Tant qu'il n'est pas atteint ni dépassé, les by-pass ne doivent pas engendrer de déversements d'eaux usées dans le milieu récepteur et le traitement doit satisfaire les prescriptions énoncées aux articles ci-après, excepté dans les situations inhabituelles suivantes :

- précipitations inhabituelles (occasionnant un débit supérieur au débit de référence),

.../...



- opérations programmées de maintenance préalablement portées à la connaissance du Service de Navigation de la Seine, en charge de la police de l'eau,
- circonstances exceptionnelles, telles qu'inondations, séisme, panne non directement liée à un défaut de conception ou d'entretien, rejet accidentel dans le réseau de substances chimiques, actes de malveillance.

#### Article 10 : Caractéristiques et performances du système de traitement jusqu'au 30 septembre 2009

24 Août 2009.  
Arrêt ancienne N.E.P

##### 10.1 Caractéristiques du système de traitement

Dans sa configuration actuelle, la station d'épuration a une capacité nominale de 15000 équivalents habitants ; le débit de référence est de 2 850 m<sup>3</sup>/j.

Les charges associées à ce débit sont les suivantes :

Paramètre	Flux en kg/j
MES	1 350
DBO <sub>5</sub>	900

##### 10.2 Prescriptions particulières de rejet

###### 10.2.1 Normes de rejet sur 24 heures

Pour des débits inférieurs ou égaux au débit de référence, sur des échantillons 24 heures prélevés proportionnellement au débit, les effluents traités doivent satisfaire les normes suivantes en rendement ou en concentration sans dépasser les valeurs réductrices :

Paramètre	Concentration maximale	Rendement minimal	Valeur réductrice en concentration
MES	30 mg/l	90 %	70 mg/l
DBO <sub>5</sub>	25 mg/l	70 %	50 mg/l
DCO	90 mg/l	75 %	180 mg/l

###### 10.2.2 Normes de rejet annuelles

Dans les mêmes conditions de prélèvement et d'analyse, les rejets du système de traitement doivent respecter les concentrations ou rendements annuels suivants :

Paramètres	Valeur limite en concentration	Valeur limite en rendement
Pt	2 mg/l	80 %

.../...

### 10.2.3 Normes de rejet sur prélèvement instantané

En conditions normales d'exploitation (débit de référence non atteint et hors conditions exceptionnelles), les mesures de concentration réalisées sur un échantillon des effluents traités, prélevé au fil de l'eau, ne doivent jamais être supérieures aux valeurs suivantes :

Paramètre	Concentration maximale
MES	70 mg/l
DBO <sub>5</sub>	50 mg/l
DCO	180 mg/l

### Article 11 : Caractéristiques et performances du système de traitement du 1<sup>er</sup> octobre 2009 au 31 janvier 2010

Durant cette période, le bassin de stockage est mis en place en amont de la station d'épuration. Il permettra le traitement des effluents de temps de pluie. Les prescriptions ci-dessous couvrent la période de réglage du nouvel ouvrage.

#### 11.1 Caractéristiques du système de traitement

La station d'épuration répond aux caractéristiques suivantes :

- capacité nominale : 15 000 EH
- débit de pointe : 260 m<sup>3</sup>/h

Le débit de référence de la station d'épuration est de 2 850 m<sup>3</sup>/j.

Les charges associées à ce débit sont les suivantes :

Paramètre	Flux en kg/j
MES	1 350
DBO <sub>5</sub>	900

#### 11.2 Prescriptions particulières de rejet

##### 11.2.1 Normes de rejet sur 24 heures

Pour des débits inférieurs ou égaux au débit de référence, sur des échantillons 24 heures prélevés proportionnellement au débit, les effluents traités doivent satisfaire les normes suivantes en rendement ou en concentration sans dépasser les valeurs réductrices :

.../...

Paramètre	Concentration maximale	Rendement minimal	Valeur rédhibitoire en concentration
MES	35 mg/l	90 %	85 mg/l
DBO <sub>5</sub>	25 mg/l	80 %	50 mg/l
DCO	125 mg/l	75 %	250 mg/l

### 11.2.2 Normes de rejet annuelles

Dans les mêmes conditions de prélèvement et d'analyse, les rejets du système de traitement doivent respecter les concentrations ou rendements annuels suivants:

Paramètres	Valeur limite en concentration	Valeur limite en rendement
Pt	2 mg/l	80 %

## Article 12 : Caractéristiques et performances du système de traitement à partir du 1<sup>er</sup> février 2010

### 12.1 Caractéristiques du système de traitement

La conception de la station d'épuration répond aux caractéristiques suivantes :

- capacité nominale : 17 200 EH

- débit de pointe : 260 m<sup>3</sup>/h

- débit de référence : 5 340 m<sup>3</sup>/j. Il correspond à l'acheminement des effluents unitaires pour une pluie de période de retour de trois mois (durée : 4 heures, soit 10,8 mm, dont une durée intense de 30 minutes correspondant à 7,5 mm de précipitations).

Les charges associées à ce débit sont les suivantes :

Paramètre	Flux en kg/j
MES	1 750
DBO <sub>5</sub>	1 030
DCO	2 160
NTK	335
Pt	45

.../...

## 12.2 Prescriptions particulières de rejet

### 12.2.1 Normes de rejet sur 24 heures

Pour des débits inférieurs ou égaux au débit de référence, sur des échantillons 24 heures prélevés proportionnellement au débit, les effluents traités doivent satisfaire les normes suivantes en rendement ou en concentration sans dépasser les valeurs rédhitoires :

Paramètre	Concentration maximale	Rendement minimal	Valeur rédhitoire en concentration
MES	30 mg/l	91 %	70 mg/l
DBO <sub>5</sub>	25 mg/l	87 %	50 mg/l
DCO	90 mg/l	78 %	180 mg/l
NTK (*)	10 mg/l	85 %	15 mg/l
Pt	2 mg/l	85 %	3 mg/l

(\*) pour des températures des effluents, mesurées dans les étages biologiques où s'effectue le traitement de l'azote supérieures ou égales à 12 °C.

### 12.2.2 Normes de rejet annuelles

Dans les mêmes conditions de prélèvement et d'analyse, les rejets du système de traitement doivent respecter les concentrations ou rendements annuels suivants :

Paramètres	Valeur limite en concentration	Valeur limite en rendement
Ngl	15 mg/l	80 %
Pt	1,5 mg/l	85 %

### 12.2.3 Normes de rejet sur prélèvement instantané

Afin d'apprécier le fonctionnement des ouvrages épuratoires, des normes de rejet sur prélèvement instantané sont définies.

En conditions normales d'exploitation, en dehors des situations inhabituelles et tant que le débit de référence de la station d'épuration n'est pas dépassé, les mesures de concentration réalisées sur un échantillon des effluents traités, prélevé au fil de l'eau, ne doivent jamais être supérieures aux valeurs suivantes :

.../...

Paramètre	Concentration maximale
MES	70 mg/l
DBO <sub>5</sub>	50 mg/l
DCO	180 mg/l
NTK (*)	15 mg/l
Pt	3 mg/l

(\*) pour des températures des effluents, mesurées dans les étages biologiques où s'effectue le traitement de l'azote supérieures ou égales à 12 °C.

### 12.3 Prescriptions de rejet en cas de dépassement du débit de référence

En cas de dépassement du débit de référence, le maître d'ouvrage veillera à traiter les effluents de telle sorte que les flux de pollution éliminés soient au minimum égaux aux valeurs suivantes :

Paramètre	Flux à éliminer
MES	1 592 kg/j
DBO <sub>5</sub>	896 kg/j
DCO	1 685 kg/j
NTK	285 kg/j
Pt	38 kg/j

### Article 13: Evolution des normes de rejet

Après une période d'observation de deux ans, les normes de rejet pourront, à la demande du préfet, être revues en fonction :

- des performances épuratoires réelles de la station,
- des objectifs du SDAGE, en particulier ceux qui seront fixés à l'horizon 2015 en application de la loi de transposition de la Directive Cadre sur l'Eau du 21 avril 2004,
- de l'évolution des connaissances sur la Seine et son estuaire, du taux d'amélioration de ses sous-bassins (Yonne, Marne et Oise).

.../...

#### Article 14 : Dispositions techniques et prescriptions imposées au traitement et à la destination des boues résiduaires

##### 14.1 Gestion des déchets

Le bénéficiaire de l'autorisation doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles.

Les déchets qui ne peuvent être valorisés doivent être éliminés dans des installations réglementées à cet effet, dans des conditions permettant d'assurer la protection de l'environnement :

- les refus de dégrillage sont envoyés en filière d'élimination des ordures ménagères,
- les sables sont traités sur site,
- les graisses sont traitées sur site.

##### 14.2 Gestion des boues résiduaires

Les boues produites par la station d'épuration sont déshydratées et évacuées au centre PRISMO à Limay pour une valorisation ultérieure en épandage. Un dispositif de stockage des boues sera mis en place sur site pour assurer le stockage de 40 m<sup>3</sup> de boue afin de pallier la défaillance du prestataire.

#### Titre 3 : Mesures correctives de l'impact des ouvrages

##### Article 15 : Impact sur l'eau potable.

Un disconnecteur sera installé au niveau de l'arrivée du réseau d'eau potable afin de protéger le réseau communal contre tout retour d'eau polluée.

##### Article 16 : Mesures destinées à prévenir tout risque d'altération de la qualité de la nappe de la craie

La station d'épuration se trouve dans le périmètre de protection du captage d'eau à destination de la consommation humaine de la commune d'Aubergenville.

Afin de protéger la qualité de l'eau de la nappe de la craie, le bénéficiaire de l'autorisation veille à respecter les dispositions suivantes :

- toutes les mesures seront prises pour éviter la construction de pieux ancrés dans la craie. Dans le cas où ces constructions ne pourraient être évitées, du béton « marine » sera utilisé, suivant un cahier des charges soumis à l'approbation de l'hydrogéologue agréé,

.../...

- les excavations nécessaires à la réalisation du projet ne doivent pas atteindre la nappe de la craie, hormis les éventuels forages pour les pieux. Toutes les mesures doivent être prises pour conserver au moins quatre mètres entre le fond des fouilles et le toit de la nappe de la craie,
- l'émissaire des eaux usées doit être étanche,
- le rejet des eaux en Seine se fera directement par une canalisation étanche, qui ne pourra pas traverser le périmètre de protection immédiat du captage d'eau,
- les produits chimiques nécessaires au bon fonctionnement de la station seront stockés sur plate-forme de rétention étanche au sein d'un local dédié aux réactifs,
- le stockage permanent de boue est interdit sur le site. Avant évacuation, les boues et autres résidus doivent être stockés sur une plate-forme de rétention étanche et couverte,
- les eaux de ruissellement du site seront collectées et évacuées vers la Seine par le biais du réseau d'eaux pluviales,
- d'une manière générale, aucun rejet ou épandage ne se fera à même le sol,
- les installations de la station d'épuration doivent être étanches. Leur étanchéité sera ré-évaluée tous les trois ans,
- le stationnement permanent et l'approvisionnement en carburant sont interdits sur le site,
- aucune dalle de béton ne devra être ancrée dans la nappe de la craie.

## Article 17 : Lutte contre les nuisances

### 17.1 Réduction des nuisances sonores

Les impacts sonores doivent satisfaire aux exigences des articles R.1334-32 à 34 du code de la santé publique relatifs aux bruits d'activité.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement doivent être conformes à la réglementation en vigueur. Les engins de chantier doivent notamment être homologués au titre du décret n°69-380 du 18 avril 1969 et des textes pris pour son application.

Une série de mesures des émissions acoustiques sera réalisée selon les normes en vigueur par un organisme indépendant, de jour comme de nuit, au niveau des propriétés des riverains afin de vérifier le respect des émergences. Ces mesures devront être réalisées dans un délai de six mois à compter de la mise en eau de la station d'épuration. Les données ainsi recueillies devront être transmises au Service de Navigation de la Seine et à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales, service compétent en matière de réglementation acoustique.

### 17.2 Réduction des nuisances olfactives

La station d'épuration ne doit pas être une source de nuisances olfactives pour le voisinage. Un système de traitement des odeurs sera mis en place.

Les postes de traitement suivants seront confinés et l'air vicié désodorisé :

- pré-traitements et postes de traitement des sous-produits,
- ouvrages de traitement des boues.

...

### Article 18 : Dispositions relatives aux ouvrages de rejet

Les ouvrages de rejet du réseau de collecte et de la station d'épuration sont aménagés de manière à réduire au minimum la perturbation apportée par le déversement au milieu récepteur aux abords du point de rejet, compte tenu des usages de l'eau à proximité de celui-ci.

Les ouvrages ne font pas saillie en rivière, n'entravent pas l'écoulement des eaux et ne retiennent pas les corps flottants.

### Article 19 : Entretien des ouvrages et opérations d'urgence, dysfonctionnements de la station

#### 19.1 Entretien des ouvrages

Le bénéficiaire de l'autorisation doit constamment maintenir en bon état, et à ses frais exclusifs, l'ensemble des ouvrages sur système d'assainissement, ainsi que les terrains occupés par ces ouvrages.

Le bénéficiaire de l'autorisation doit pouvoir justifier à tout moment des mesures prises pour assurer le respect des dispositions du présent arrêté, et, le cas échéant, le respect des prescriptions techniques complémentaires imposées par le préfet.

A cet effet, l'exploitant du système d'assainissement tient à jour un registre mentionnant les incidents, les pannes et les mesures prises pour y remédier, assorti des procédures à observer par le personnel de maintenance.

Toutes les dispositions doivent être prises pour que les pannes et dysfonctionnements n'entraînent pas de risque pour le personnel et affectent le moins possible les performances du système d'assainissement.

Les travaux prévisibles d'entretien occasionnant une réduction des performances du système de collecte ou le déversement d'eaux brutes devront si possible être intégrés dans un programme annuel de chômage. Ce programme doit être transmis pour approbation au Service de Navigation de la Seine. Il précise, pour chaque opération, la période choisie et les dispositions prises pour réduire l'impact des rejets d'eaux brutes.

En tout état de cause, l'exploitant informe le Service de Navigation de la Seine, au minimum un mois à l'avance, des périodes d'entretien et de réparation prévisibles des installations et des opérations susceptibles d'avoir un impact sur la qualité des eaux réceptrices des rejets. Il précise les caractéristiques des déversements (durée, débit et charges) pendant cette période et les mesures prises pour en réduire l'importance et l'impact sur le milieu récepteur.

Le Service de Navigation de la Seine peut, si nécessaire, dans les quinze jours ouvrés suivant la réception de l'information, prescrire des mesures visant à en réduire les effets ou demander le report de ces opérations si leurs effets sont jugés excessifs, en fonction des caractéristiques du milieu naturel pendant la période considérée.

#### 19.2 Dysfonctionnements de la station d'épuration et opérations d'urgence

Tous les incidents ou accidents de nature à porter atteinte à la qualité de l'environnement, ainsi que les éléments d'information sur les mesures prises pour en minimiser les impacts et les délais de dépannage, doivent être signalés par fax au Service de Navigation de la Seine (01.39.69.27.35.), dans les plus brefs délais.

.../...



Les exploitants des usines de production d'eau potable, les maires et les gestionnaires de bases de loisirs situés en aval immédiat du système d'assainissement doivent rapidement être avertis des dysfonctionnements occasionnant des déversements d'eaux brutes.

Suite à l'accident, l'exploitant du système d'assainissement transmet au Service de Navigation de la Seine, dans un délai de huit jours, un rapport d'accident contenant:

- les causes et les circonstances de l'accident,
- une description des mesures prises pour en limiter l'impact,
- les dispositions prises pour éviter son renouvellement,
- une estimation des impacts de l'accident.

#### Titre 4 : Mesures compensatoires

##### Article 20 : Mesures compensant l'implantation de remblais en zone inondable

Afin de compenser l'impact hydraulique des remblais mis en place dans le champ d'expansion des crues, le bénéficiaire de l'autorisation procède à la démolition du bâtiment dénommé « ancien hôtel de la plage » avant le 30 juin 2010. La parcelle correspondante devra être rendue non constructible et ne pourra être remblayée par la suite.

A l'issue des opérations de démolition, et en tout état de cause avant le 31 décembre 2010, le bénéficiaire de l'autorisation adressera au Service de Navigation de la Seine le bilan des volumes et des surfaces restitués au champ d'expansion des crues au regard des volumes et surfaces de remblais mis en place pour le chantier de la station d'épuration. Ce bilan est accompagné d'une note de calcul hydraulique permettant d'apprécier l'efficacité de la compensation.

#### Titre 5 : Surveillance du système d'assainissement

Le bénéficiaire de l'autorisation réalise une auto-surveillance du système d'assainissement dans les modalités minimales fixées par l'arrêté ministériel du 22 juin 2007, auxquelles s'ajoutent les prescriptions ci-après.

Le dispositif d'auto-surveillance mis en place devra recevoir l'approbation du Service de Navigation de la Seine. Le contrôle de la pertinence du dispositif peut être confié à un organisme indépendant choisi en accord avec le bénéficiaire.

.../...

### Article 21 : Règles d'évaluation de la conformité du système d'assainissement

Un échantillon instantané sera déclaré conforme s'il satisfait aux normes de rejet et conditions édictées aux articles 10.2.3 et 12.2.3 du présent arrêté.

Un échantillon moyen 24 heures prélevé proportionnellement au débit sera déclaré conforme s'il satisfait aux valeurs en concentration maximale ou aux valeurs en rendement fixées aux articles 10.2.1, 11.2.1 et 12.2.1 du présent arrêté, selon la période considérée.

En ce qui concerne le bilan annuel d'auto-surveillance, le système d'assainissement sera déclaré conforme s'il satisfait toutes les conditions suivantes :

- aucun échantillon moyen 24 heures ne dépasse les valeurs rédhitoires fixées pour chaque paramètre aux articles 10.2.1, 11.2.1 et 12.2.1 du présent arrêté, selon la période considérée,
- sur l'ensemble des échantillons moyens 24 heures prélevés au cours de l'année, toutes les mesures satisfont aux normes en rendement ou en concentration fixées aux articles 10.2.1, 11.2.1 et 12.2.1, selon la période considérée. Si tel n'est pas le cas, le nombre de non conformités par paramètre doit être inférieur au seuil fixé ci-dessous,
- le nombre d'échantillons prélevés annuellement dans le cadre de l'auto-surveillance est égal au nombre prescrit ci-dessous,
- les moyennes annuelles en rendement ou en concentration satisfont aux objectifs fixés aux articles 10.2.2, 11.2.2 et 12.2.2 du présent arrêté, selon la période considérée,
- aucun déversement par temps sec par les ouvrages de décharge du réseau de collecte n'a eu lieu.

#### Fréquence des analyses à réaliser dans le cadre de l'auto-surveillance

Paramètre	Nombre d'analyses annuelles	Nombre de non conformités autorisées.
MES	24	3
DBO <sub>5</sub>	12	2
DCO	24	3
NTK	12	2
NH <sub>4</sub>	12	2
NO <sub>2</sub>	12	2
NO <sub>3</sub>	12	2
Phosphore total	12	2
Débit	365	-
Quantité de boues produite en MS*	24	-

\* hors réactifs (chaux, polymères, sels métalliques)

Les mesures de NH<sub>4</sub>, NTK et NGL doivent être accompagnées de la mesures de température de l'eau dans les étages biologiques au moment du prélèvement.

.../...

## Article 22 : Auto-surveillance du réseau de collecte

### 22.1 Modalités de réalisation de l'auto-surveillance du réseau de collecte

Le bénéficiaire de l'autorisation réalise une auto-surveillance du système de collecte. Il évalue annuellement la quantité de sous-produits de curage et de décantation issue du réseau d'assainissement.

Le bénéficiaire de l'autorisation vérifie la qualité des branchements particuliers et réalise chaque année un bilan des raccordements au réseau de collecte.

### 22.2 Transmission des données

Les données des points de mesures situés sur le réseau de collecte doivent être transmises à l'Agence de l'Eau Seine-Normandie, ainsi qu'au Service de Navigation de la Seine au format « SANDRE ».

Concernant le système de collecte, le bénéficiaire de l'autorisation joint au bilan annuel d'auto-surveillance :

- les données relatives à la surveillance des déversoirs d'orage et des dérivations,
- une évaluation du taux de raccordement au système d'assainissement,
- les procès-verbaux de récolement visés à l'article 6 du présent arrêté,
- un bilan de la régularisation des raccordements industriels.

## Article 23 : Auto-surveillance de la station d'épuration

### 23.1 Modalités de réalisation de l'auto-surveillance

Le bénéficiaire de l'autorisation procède ou fait procéder à une auto-surveillance du fonctionnement du système de traitement, à ses frais exclusifs.

Dans ce cadre, le bénéficiaire de l'autorisation procède ou fait procéder à une surveillance des différents paramètres des eaux brutes et des eaux traitées, à la fréquence définie à l'article 21 du présent arrêté.

Les données de fonctionnement ainsi recueillies doivent être transmises à l'Agence de l'Eau Seine-Normandie et au Service de Navigation de la Seine, au format « SANDRE ».

Le bénéficiaire de l'autorisation tient également à jour un tableau de bord journalier du fonctionnement des installations permettant de vérifier leur fiabilité. Le bénéficiaire y consigne :

- les débits entrants,
- la consommation de réactifs,
- la consommation d'énergie,
- le temps d'aération,
- le taux de re-circulation des boues,
- la production de boues.

Ce tableau de bord contient en outre les incidents d'exploitation et les mesures prises pour y remédier, et les opérations de maintenance courantes.

### 23.1.1 Bilan mensuel

Le bénéficiaire de l'autorisation transmet au Service de Navigation de la Seine et à l'Agence de l'Eau Seine-Normandie un bilan mensuel du mois N écoulé, et ce avant la fin du mois N+1. Ce bilan contient :

- les mesures des débits entrants et sortants de la station d'épuration,
- les calculs des flux de pollution abattus,
- les calculs des rendements épuratoires journaliers pour chaque paramètre,
- les concentrations mesurées dans les rejets,
- le nombre d'analyses faites au cours du mois pour chaque paramètre,
- une description des événements ayant entraîné une non-conformité de l'ouvrage.

### 23.1.2 Bilan annuel

Avant le 1<sup>er</sup> mars de l'année N+1, le bénéficiaire de l'autorisation transmettra au Service de Navigation de la Seine et à l'Agence de l'Eau Seine-Normandie un bilan d'auto-surveillance de l'année N. Ce bilan contient :

- une évaluation de la conformité du système d'assainissement,
- le calcul des rendements et concentrations moyens annuels sur tous les paramètres visés au présent arrêté,
- un bilan de la consommation de réactifs, tant pour la file eau que pour la file boue,
- un bilan de production des boues,
- un récapitulatif des pannes, incidents ou accidents,
- les données relatives à la surveillance du milieu,
- les données concernant le système de collecte visées à l'article 22 du présent arrêté.

### 23.2 Transmission des données

Le bilan annuel est transmis sous format informatique au Service de Navigation de la Seine à l'adresse suivante : [gpe.see.sn-seine@developpement-durable.gouv.fr](mailto:gpe.see.sn-seine@developpement-durable.gouv.fr).

## Article 24 : Auto-surveillance du milieu récepteur

### 24.1 Modalités de réalisation de la surveillance du milieu récepteur

Une surveillance de la qualité de la Seine sera réalisée au niveau de l'exutoire des eaux épurées de la station d'épuration ainsi que du by-pass en tête de station. A cet effet, deux points de mesure doivent être aménagés, l'un en amont et l'autre en aval de cet exutoire, à une distance telle de celui-ci que les mesures soient les plus représentatives possibles. L'aménagement de ces points de prélèvement est soumis à l'accord préalable du Service de Navigation de la Seine, en charge de la police de l'eau. Le protocole de suivi physico-chimique des eaux et du suivi biologique du milieu sera décrit dans le manuel d'auto-surveillance. Une mesure au moins sera réalisée chaque année.

.../...

## 24.2 Transmission des données

Les données de surveillance du milieu récepteur doivent être transmises dans le cadre du bilan annuel d'auto-surveillance.

### Article 25 : Manuel d'auto-surveillance

En vue de la surveillance de l'ensemble du système d'assainissement et de ses impacts sur l'environnement, le bénéficiaire de l'autorisation rédige un manuel d'auto-surveillance. Ce manuel contient :

- une description de l'organisation interne de l'exploitation du système d'assainissement,
- le protocole de prélèvement, ainsi que les méthodes d'analyses mises en oeuvre dans le cadre de l'auto-surveillance des rejets,
- les modalités de suivi des impacts des rejets,
- une description schématique des réseaux de collecte et de la station d'épuration,
- les procédures d'alerte en cas de panne, accident ou toute autre circonstance exceptionnelle,
- les dispositions prises pour l'échange de données au format « SANDRE »,
- le planning annuel des prélèvements à réaliser dans le cadre de l'auto-surveillance,
- les caractéristiques des canaux de comptage,
- le rappel des données à transmettre à l'administration par les bilans mensuels et annuels,
- les coordonnées Lambert II étendu de chacun des ouvrages de déversement présents sur le réseau ainsi que celles des exutoires dans le milieu naturel, une photographie de l'ouvrage et le numéro de la rue où il se situe.

Le manuel d'auto-surveillance est régulièrement mis à jour. Il est soumis à l'approbation du Service de Navigation de la Seine et de l'Agence de l'Eau Seine-Normandie dans les six mois à compter de la mise en service de la station d'épuration.

### Article 26 : Contrôles réalisés par l'administration

#### 26.1 Emplacement des points de contrôle

Le bénéficiaire de l'autorisation prévoit toutes les dispositions nécessaires pour permettre la mesure des débits et de la charge polluante sur les effluents en entrée et en sortie de station d'épuration, y compris au niveau des by-pass.

Ces points de mesure doivent être implantés dans des sections dont les caractéristiques (rectitude de la conduite amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de la qualité et de la quantité des effluents.

Ces points doivent être aménagés de manière à permettre un accès facile, dans de bonnes conditions de sécurité. L'accès doit permettre le positionnement de matériels de mesure.

.../...

Le bénéficiaire de l'autorisation doit permettre en permanence aux personnes mandatées pour la réalisation de ces contrôles d'accéder à ses points de mesure et de prélèvement.

## 26.2 Modalités de contrôle par l'administration

Le service de police de l'eau peut procéder ou faire procéder à des contrôles inopinés du système d'assainissement en vue de vérifier ses performances.

L'administration peut effectuer ou faire effectuer par un laboratoire agréé ou qualifié des contrôles de la situation olfactométrique et acoustique du site.

## Titre 6 : Phase chantier

### Article 27 : Dispositions générales

#### 27.1 Pollutions accidentelles

Le stockage de carburants ou d'huiles est interdit sur le site. Le réapprovisionnement des engins de chantier doit être fait hors du site sur une plate-forme étanche.

Il est interdit de mettre en place un système d'assainissement autonome destiné à recueillir les eaux vannes des installations de chantier.

Les éventuels remblais nécessaires à la réalisation du projet doivent être constitués de matériaux inertes. Les terres utilisées pour le remblaiement doivent satisfaire les normes fixées à l'annexe 2 de l'arrêté ministériel du 15 mars 2006. Le résultat des analyses à réaliser préalablement à l'emploi des terres doit être adressé à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales des Yvelines.

Toutes les dispositions seront prises afin de limiter le risque de déversement accidentel de produits liquides vers les eaux de surface et les eaux souterraines.

Le système de gestion des eaux mis en place sur le chantier de la station d'épuration fera l'objet d'un raccordement des égouttures et des eaux de ruissellement à un déshuileur. Les vidanges régulières de cet ouvrage seront réalisées par une entreprise agréée, et une copie des bordereaux sera fournie au maître d'œuvre.

#### 27.2 Circulation - Desserte

Pendant toute la durée des chantiers de construction des ouvrages, le bénéficiaire de l'autorisation assurera la propreté du chantier et de ses abords.

.../...

## Article 28 : Planning de travaux et prescriptions intermédiaires

### 28.1 Mise aux normes de la station d'épuration

La nouvelle station d'épuration sera mise en eau avant le 30 novembre 2009.

### 28.2 Travaux sur le réseau de collecte

Les travaux suivants seront réalisés sur les réseaux de collecte unitaire, de collecte des eaux usées et de collecte des eaux pluviales:

#### 28.2.1 Avant le 31 décembre 2008

- création d'un réseau de collecte des eaux pluviales :
  - . mise en place d'un collecteur de diamètre 1000 mm sur une longueur de 502 m, le long de la RD 187 et du chemin rural 17,
  - . sur une longueur de 240 m le long de la rue du 8 mai 1945,
  - . sur une longueur de 140 m le long de l'avenue de l'Union,
- réhabilitation avec gainage total d'un réseau unitaire le long de la rue de l'Eglise et de la rue Gaston Jouillerat,
- réhabilitation avec gainage partiel du réseau unitaire le long de la rue de Verdun, du boulevard de la Plage et de l'avenue de l'Union,
- création d'un collecteur d'eaux usées DN200 le long de la rue Montgardé,
- réhausse de la sur-verse du DO2 situé sur le réseau unitaire, avenue Charles de Gaulle,
- réhabilitation des réseaux d'eaux usées situés ruelle de la Maison au Veau, rue des Saules, rue de Vaux, ruelle des Jardins, route de Vaux-les-Huguenots et rue des Rouliers,
- réhabilitation du réseau unitaire le long du boulevard du Commerce et de la rue du Blossier.

#### 28.2.2 Avant le 31 décembre 2009

- création d'un réseau d'eaux pluviales :
  - . sur une longueur de 160 m traversant l'allée des Pins et l'allée des Iris,
  - . sur une longueur de 180 m le long de l'avenue de la Division Leclerc,
  - . sur une longueur de 530 m le long de l'allée des Glycines,
- connexion des sources du Vivier et d'Accosta sur le futur réseau d'eaux pluviales,
- réhabilitation du réseau d'eaux usées le long de l'avenue du Golf,
- réhabilitation avec gainage du réseau unitaire le long de la rue des Hautes Beauces,
- réhabilitation du réseau unitaire le long de l'avenue de la Division Leclerc et de la rue de l'Egalité,
- comblement des anciens réseaux unitaires le long du boulevard de Paris, du boulevard Victor Hugo, de l'avenue de la Marne, du boulevard de Mantes, de l'avenue de Douaumont, du boulevard du Commerce, de l'avenue de Dixmude, de l'avenue d'Ypres, du boulevard de la Plage, du boulevard Pasteur et de l'avenue de Liège.

.../...

## Titre 7 : Généralités

### Article 29 : Durée de l'autorisation

La présente autorisation est accordée pour une durée de quinze (15) ans à compter de la notification du présent arrêté.

### Article 30 : Caractère de l'autorisation

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité.

Faute par le bénéficiaire de l'autorisation de se conformer aux dispositions prescrites, l'administration pourra prononcer la déchéance de la présente autorisation et prendre les mesures nécessaires pour faire disparaître, aux frais du bénéficiaire de l'autorisation, tout dommage provenant de son fait, ou pour prévenir des dommages dans l'intérêt de l'environnement, de la sécurité et de la santé publique, sans préjudice des sanctions administratives et pénales applicables.

### Article 31 : Déclaration des incidents ou accidents

Conformément à l'article L.211-5 du code de l'environnement, le bénéficiaire de l'autorisation est tenu de déclarer au préfet, dès qu'il en a connaissance, les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.211-1 du code de l'environnement.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le préfet, le maître d'ouvrage devra prendre ou faire prendre toutes dispositions nécessaires pour qu'il soit mis fin aux causes de l'incident ou de l'accident, pour évaluer ces conséquences et y remédier.

Le bénéficiaire de l'autorisation demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

### Article 32 : Dispositions diverses

#### 32.1 Transmission de l'autorisation, cessation d'activité, modification du champ de l'autorisation

En vertu de l'article R.214-45 du code de l'environnement, lorsque le bénéfice de l'autorisation ou de la déclaration est transmis à une autre personne que celle qui était mentionnée au dossier de demande d'autorisation ou au dossier de déclaration, le nouveau bénéficiaire en fait la déclaration au préfet, dans les trois mois qui suivent la prise en charge de l'ouvrage, de l'installation, des travaux ou des aménagements ou le début de l'exercice de son activité.

...



Cette déclaration mentionne, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénoms et domicile du nouveau bénéficiaire, et s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration. Il est donné acte de cette déclaration.

La cessation définitive, ou pour une période supérieure à deux ans, de l'exploitation ou de l'affectation indiquée dans la demande d'autorisation ou la déclaration d'un ouvrage ou d'une installation fait l'objet d'une déclaration, par l'exploitant ou, à défaut, par le propriétaire, auprès du préfet, dans le mois qui suit la cessation définitive, l'expiration du délai de deux ans ou le changement d'affectation. Il est donné acte de cette déclaration.

### 32.2 Modification du champ de l'autorisation

Toute modification du dispositif de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit faire l'objet d'une information préalable au préfet.

Si ces dispositions venaient à modifier substantiellement les conditions de l'autorisation, elles ne pourraient être mises en œuvre qu'après l'accomplissement de formalités semblables à celles qui ont précédé le présent arrêté.

### 32.3 Remise en service des ouvrages

Conformément à l'article R.214-47 du code de l'environnement, le préfet peut décider que la remise en service de l'ouvrage, d'une installation, d'un aménagement momentanément hors d'usage pour une raison accidentelle, est subordonnée, selon le cas, à une nouvelle autorisation, si la remise en service entraîne des modifications de l'ouvrage, de l'installation, de l'aménagement, ou des modifications de son fonctionnement ou de son exploitation, ou si l'accident est révélateur de risques insuffisamment pris en compte initialement.

### 32.4 Suspension de l'autorisation

En application de l'article L.214-4 du code de l'environnement, si, à quelque époque que ce soit, l'administration décidait dans un but d'intérêt général ou de salubrité publique, de modifier d'une manière temporaire ou définitive l'usage des avantages concédés par le présent arrêté, le bénéficiaire de l'autorisation ne pourrait demander aucune justification ni réclamer aucune indemnité.

En cas de retrait ou de suspension d'autorisation, ou de mesure d'interdiction d'utilisation, de mise hors service ou de suppression, l'exploitant ou, à défaut, le propriétaire de l'ouvrage, de l'installation ou de l'aménagement concerné ou le responsable de l'opération est tenu, jusqu'à la remise en service, la reprise de l'activité ou la remise en état des lieux, de prendre toutes dispositions nécessaires pour assurer la surveillance de l'ouvrage, de l'installation ou du chantier, l'écoulement des eaux et la conservation ou l'élimination des matières polluantes dont il avait la garde ou à l'accumulation desquelles il a contribué, et qui sont susceptibles d'être véhiculées par l'eau.

### Article 33 : Conditions de renouvellement de l'arrêté

Les conditions de renouvellement de la présente autorisation sont celles fixées à l'article R.214-20 du code de l'environnement.

.../...

#### Article 34 : Réserve et droit des tiers

Les droits des tiers sont expressément réservés.

#### Article 35 : Autres réglementations

La présente autorisation ne dispense en aucun cas son bénéficiaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

#### Article 36 : Publication et information des tiers

Les conditions de publication et d'information des tiers sont fixées par l'article R.214-19 du code de l'environnement.

Le présent arrêté d'autorisation est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture. Cette publication fait courir le délai de recours contentieux.

Un extrait de l'arrêté d'autorisation, indiquant notamment les motifs qui fondent la décision ainsi que les principales prescriptions auxquelles l'ouvrage, l'installation, les travaux ou l'activité sont soumis et, le cas échéant, les arrêtés complémentaires, est affiché pendant un délai d'un mois au moins dans les mairies de chacune des communes consultées : Aubergenville, Epône, Juziers, Gargenville.

Un dossier sur l'opération autorisée, comprenant l'avis du service instructeur, est mis à la disposition du public à la préfecture ainsi qu'à la mairie d'Aubergenville pendant deux mois à compter de la publication de l'arrêté d'autorisation.

Un avis relatif à l'arrêté d'autorisation est inséré, par les soins du préfet et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département des Yvelines; il indique les lieux où le dossier prévu à l'alinéa précédent peut être consulté.

Une ampliation du présent arrêté sera adressée au directeur régional de l'environnement ainsi qu'au chef du Service de Navigation de la Seine.

#### Article 37 : Voies et délais de recours

La présente autorisation est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Versailles à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture des Yvelines, dans un délai de deux mois par le bénéficiaire et dans un délai de quatre ans par les tiers, dans les conditions fixées à l'article L.514-6 du code de l'environnement.

Dans le même délai de deux mois, le bénéficiaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours emporte décision implicite de rejet de cette demande, conformément à l'article L.421-2 du code de justice administrative.

.../...

Article 38 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture des Yvelines, le chef du Service de Navigation de la Seine, le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture des Yvelines, les maires des communes d'Aubergenville, Epône, Juziers et Gargenville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le 27 NOV. 2008

La Préfète,



POUR AMPLIATION  
LA PRÉFÈTE DES YVELINES  
et par délégation  
L'attachée principale, chef de bureau

Myriam LEHELLEIX-ZINK

Pour la Préfète et par délégation  
Le Secrétaire Général

Philippe VIGNES